

## Réunion du mercredi 13 septembre 2023 des neuf organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE à Solidaires.

Cette réunion « de rentrée » s'est tenue dans les nouveaux locaux de la FSU, à Bagnolet. Toutes les organisations étaient présentes à cette réunion, Gérard Gourguchon et Patrice Perret y ont représenté Solidaires.

### Actualités et action

La FSU, organisation invitante, après le rappel de la proposition d'ordre du jour, introduit la discussion en présentant la situation générale et l'action du G9. Elle rappelle que, durant l'été, la France a encore connu et subi des conséquences de l'accélération du changement climatique. Les drames se multiplient aux quatre coins de la planète, dans l'indifférence des gouvernants qui, au mieux, invitent les populations à s'habituer et à s'adapter. Le gouvernement a usé du 49.3 pour imposer la loi retraite et, de fait, ceci a marqué la fin du mouvement social. L'été a aussi été marqué par les émeutes qui ont suivi la mort d'un jeune, les tentatives de Macron pour tourner la page et sa volonté de prendre la place de tous ses ministres pour affirmer l'autoritarisme et la répression. Le dérèglement climatique a sévi mais il n'est pas pris en charge. Le contexte international est préoccupant dans le monde entier. L'austérité est accentuée sous prétexte de la dette et les économies sont imposées à la santé, à l'école, aux services publics.

La pauvreté s'accroît, les associations n'ont plus les moyens de servir les repas. L'inflation ne diminue pas pour la vie quotidienne (aliments, logement, énergie, ...).

Les retraité·e·s subissent des coups : suppression des chèques vacances pour les personnes en retraites dans la fonction publique, réduction de l'action sociale des fonctionnaires, report de la loi « Bien vieillir ». Le rapport Pirès Beaune reste

insuffisant quant aux moyens des Ehpad et des services à domicile, quant à l'insuffisance des effectifs.

Le PLFSS 2024 risque de profiter aux plus riches et aux grandes entreprises avec davantage d'exonérations qui n'ont aucun effet sur l'emploi, mais les dividendes augmentent toujours.

L'accès à la santé va coûter plus cher avec les franchises médicales qui vont encore augmenter.

Le pouvoir d'achat diminue : faibles revalorisations (voir graphique de Solidaires) ce qui justifie notre carte pétition et le projet de communiqué (envoyé par FO).

Les classes sans enseignant ont été masquées par la propagande de diversion sur l'abaya.

La CGT approuve l'introduction et le dynamisme du G9. Le projet de communiqué est intéressant. La carte pétition a été prise en charge, mais dans des conditions difficiles, les marchés parisiens étaient vides cet été. La CGT rappelle le calendrier chargé en septembre : 21 pour la paix, 23 contre les violences policières, 26 journée de grève des cheminots, 28 pour le droit à l'avortement (mondial), 30 pour le logement, et aussi le 13 octobre la journée de l'intersyndicale dans le cadre de la CES. La CGT propose une action des retraité·e·s le 24 octobre, pendant la discussion du PLFSS, avec une demande de rencontre à madame Borne appuyée par un rassemblement sur Paris.

Le vice-président du Conseil d'État vient de publier un rapport demandant notamment de remettre des personnes derrière les guichets.

La mise en œuvre de la loi retraite pose problème et le premier versement d'une pension est officiellement reporté.

Les libertés syndicales sont attaquées. Une commission parlementaire a exigé que chaque responsable confédéral vienne s'expliquer sur les violences, sous peine d'amende.

**FO** partage les propos précédents. La loi retraite est antidémocratique mais est appliquée, difficilement. Le personnel de la Carsat dénonce les procédures rendues plus compliquées. Les propos scandaleux du directeur de la CNAV doivent être dénoncés. Les négociations Agirc-Arrco ont commencé, toutes les OS demandent le retrait du bonus-malus, l'augmentation des pensions, elles refusent de donner les réserves financières au gouvernement. Le gouvernement veut 15 milliards d'économies tout en augmentant les exonérations de cotisation des entreprises : les salarié·e·s et les retraité·e·s vont payer. Les complémentaires santé vont augmenter.

La carte pétition dépasse les 26 000 signatures en deux mois (26 574 à ce jour), malgré la période d'été. La Charente Maritime a tenu une table dans une foire et a recueilli 600 signatures en une matinée. Le communiqué permettra de relancer la bagarre. Le 24 octobre est suffisamment loin pour bien le préparer.

**Solidaires** souhaite que le G9 tire un bilan de l'échec de l'action contre la loi retraite, pour essayer de faire mieux la prochaine fois. La bonne et rare unité syndicale a duré jusqu'au bout et a crédibilisé les syndicats. La bataille de l'opinion publique a été gagnée, mais le pays n'a pas été mis à l'arrêt comme l'a préconisé l'intersyndicale nationale le 7 mars, et les grosses manifestations n'ont pas suffi. Le gouvernement se moque de l'opinion et le fait d'être minoritaire. Il continue d'affirmer qu'il a raison et qu'il fallait faire cette réforme et qu'on se trompe. Il utilise les outils constitutionnels les plus tordus. Et, à la fin, il utilise la répression pour s'imposer en appelant les forces de police. Quelle action mener contre ce gouvernement pour gagner ? Les retraité·e·s ont massivement manifesté, le G9 a appelé à toutes les manifestations de l'intersyndicale, mais que faire de plus ? Il nous faut réfléchir à ce que pourrait être l'apport des forces sociales « retraité·e·s » dans les cas de conflits sociaux majeurs. Nous avons perdu. Le gouvernement continue ses attaques, utilise l'inflation pour diminuer le pouvoir d'achat.

L'inflation vient de l'augmentation non contrôlée des marges des entreprises. Mais le gouvernement laisse faire, ne contrôle toujours rien, n'impose pas les profits, ne baisse pas la TVA sur les produits de première nécessité. La réforme de l'assurance chômage, le PLF 2024 et le PLFSS 2024 sont encore des outils pour accélérer le transfert des richesses vers les plus riches.

La pétition est un bon outil pour mobiliser pour le 24 octobre, mais nous en connaissons les limites : ce n'est pas une pétition qui fera reculer un gouvernement qui ne bouge pas face à 80 % de l'opinion publique.

Nous devons appeler ensemble au 13 octobre.

**La FGR-FP** pense que nous devons donner espoir ; il nous faut incarner la réalité sociale. La population met en avant le pouvoir d'achat, ce que nous devons populariser, notamment en allant à la rencontre de l'opinion publique avec la carte pétition. Le gouvernement annonce 15 milliards d'économies alors qu'il donne 200 milliards aux entreprises. Il crée 300 commissariats en dépensant 300 milliards... Nous devons incarner les difficultés des gens qui subissent les augmentations des dépenses contraintes,

Vient ensuite la santé, les fermetures d'urgences des hôpitaux qui suscitent des mobilisations seulement locales à qui il faudrait donner un écho national.

La FGR-FP approuve les rassemblements du 24 octobre avec remise de la pétition à Matignon.

**Ensemble & Solidaires UNRPA** ajoute les menaces de guerre qui viennent plomber le moral de la population. Le tout numérique est épouvantable. Nous devons influencer les décisions politiques, mais comment faire en restant dans la légalité ? Les départements parlent d'évolution économique et sociale, ce qui ne s'est jamais fait.

**LSR** constate que les retraité·e·s signent bien la pétition, certains renoncent aux vacances, aux soins. Les perspectives des 13 et 24 octobre conviennent. Un tract est indispensable sur notre triptyque et pour annoncer le 24 octobre.

**La CFE-CGC** insiste sur les réserves importantes de l'Agirc-Arrco, supérieures aux 6 mois statutaires. La réforme retraite va augmenter les réserves de 22 milliards d'ici 2037, le malus de 7 à 8 milliards, le cumul emploi retraite de 4 à 5 milliards, ... le point peut et doit augmenter pour permettre un rattrapage.

## Carte pétition et relecture du projet de communiqué proposé par FO.

**Solidaires** rappelle le contenu d'une demande envoyée en amont dans un message Internet, nous devons répondre à la demande du G9 du Var (la revendication de 10 % est dépassée par l'inflation), la revendication précédente de 100 et 300 € uniforme passait mieux dans Solidaires. Après 10 %, nous proposons d'ajouter « à valoir sur un véritable rattrapage du pouvoir d'achat ».

**FGR-FP et FO** pensent qu'il faut s'en tenir au texte de la pétition, les 10 % sont notre « marque ».

**La FSU** souhaite que le texte reste tel quel, mais que nous devons expliquer que cela ne suffit pas, notamment dans notre tract.

**La discussion reprend sur la date**, sur demande de la représentante de la CFE-CGC qui ne pourra pas être présente le 24 octobre. Toutes les autres organisations maintiennent le 24. Après relecture, le projet de communiqué est adopté avec quelques précisions.

### Décisions des 9 organisations

**Les 9 organisations de retraité·e·s, réunies le 13 septembre 2023, décident :**

- **Une journée d'action des retraité·e·s le 24 octobre**, centrée plus particulièrement sur le pouvoir d'achat, dans un contexte de forte inflation pesant très lourdement sur le budget des personnes aux revenus les plus modestes (produits alimentaires, énergie, transports, santé), parmi lesquels il y a beaucoup de personnes retraitées.

- **L'envoi d'un communiqué de presse** (ci-joint). Le projet de FO est discuté, amendé et accepté. Il sera diffusé ces jours-ci par FO.
- **Une maquette de tract sera envoyée aux équipes** pour rappeler les pertes de pouvoir d'achat et nos revendications sur les pensions (Solidaires rédige un projet).
- **Une conférence de presse le mardi 17 octobre** à 11 h 30 dans les locaux de la CGT fera connaître la journée d'action et la carte pétition exigeant 10 % d'augmentation immédiate des pensions. La CGT envoie l'invitation.
- **Une demande de rencontre à la première ministre**, madame Borne, pour le 24 octobre (FO rédige un projet).
- **À Paris, un rassemblement se tiendra à proximité de Matignon** (la CGT s'occupe de la déclaration à la Préfecture) où une expression unique rappellera les revendications communes aux 9. La délégation des 9 organisations rendra ensuite compte de la rencontre à Matignon, aux manifestant·e·s et à la presse que la FSU invitera.
- **Dans tous les départements, des rassemblements** seront organisés notamment devant les préfectures pour y porter nos revendications.
- **Pendant toute la période, la campagne de signature de la pétition sera poursuivie et amplifiée.**
- **La prochaine réunion, mercredi 18 octobre** à 14 h dans les locaux de FO, fera le point et relancera la campagne de pétition.

### Demande de l'UNSA d'une rencontre avec certaines organisations

**L'UNSA a choisi de n'envoyer qu'à certaines organisations une invitation à une réunion** pour préparer les comités directeur et exécutif de la FERPA des mois de septembre et d'octobre et pour échanger sur l'évolution de l'inter-UCR.

**Les organisations invitées ont répondu**, au sujet de l'évolution de l'inter-UCR, qu'elles travaillaient aussi avec Solidaires non- invitée, qu'elles s'inscrivaient dans la réponse et proposition du « groupe des 9 ».

Pour le moment, l'UNSA n'a pas réagi, mais la FSU fait part de remontées sur des bruits que fait courir l'UNSA au sujet d'un soi-disant refus de G9 de répondre favorablement à sa demande d'intégrer le G9.

**La FERPA va continuer ses travaux.** Elle a soutenu l'action des retraité·e·s français et a adopté un manifeste correct mais limité par le cadre de la CES. Le 1<sup>er</sup> octobre, elle s'inscrit dans la journée mondiale des personnes âgées et retraitées.

**La CFE-CGC informe qu'un comité exécutif de la FERPA se tiendra** en octobre, ce comité directeur a été renouvelé, UNSA et CFE-CGC en font partie pour la France. Il sera proposé au bureau de travailler sur trois sujets : suivi du manifeste, la santé, l'international.

## Haut Conseil de l'Âge HCFEA

Un projet de travail colossal arrive avec de gros dossiers à examiner à chaque réunion :

- Le 14 : avenir de la Sécu, statistiques sur l'autonomie.

- Le 20 : rapport Pirès Beaune sur la perte d'autonomie, qui veut faire payer le résident·e. Le Haut Conseil permet de prendre connaissance de dossiers intéressants qui montrent ce que le gouvernement pense faire.

## Rapport Pirès Beaune

La FGR-FP ne pense pas que le gouvernement l'appliquera, qu'il finira dans un tiroir comme ses nombreux prédécesseurs, mais qu'il en profitera pour récupérer des parties et imposer sa politique.

Il note la proposition de la gratuité de l'hébergement pour les personnes en-dessous d'un certain seuil de revenu, et l'absence de la question du privé, de la course à l'augmentation des tarifs.

Le G9 revendique le 100 % donc l'absence de reste à charge, ce qui met en cause le privé. Le nombre de retraité·e·s va doubler, ce qui va multiplier par 2 les besoins.

Les difficultés financières des établissements augmentent, la moitié serait en cessation financière d'ici la fin de l'année. En général, ces anciens établissements publics, qui ferment faute de moyens, sont rachetés par le privé, ce qui participe à privatiser tout doucement l'ensemble de ce secteur.

Le G9 doit réfléchir à ses positions, face à la politique austéritaire du gouvernement.

La FSU cite la conclusion : Réforme à périmètre constant (sans coût supplémentaire pour l'État), chacun contribue selon ses moyens et est soutenu selon ses besoins. L'obligation alimentaire serait élargie. Des données, des statistiques sont intéressantes et doivent être récupérées.

FO relativise ce 6<sup>e</sup> rapport, les 5 précédents n'ont pas été pris en compte. C'est Aurore Bergé qui était chargée du projet de loi et qui va suivre ce rapport. La fin des exonérations de cotisations est un moyen d'assurer un meilleur financement.

## Les Utopiques

Gérard Gourguechon rappelle le contenu d'un message envoyé aux 9 : le dernier numéro de la revue « Les Utopiques » portait sur le thème de la vieillesse avec notamment des textes de la FSU, d'Ensemble & Solidaires, et plusieurs de camarades de l'UNIRS. Il cite le sommaire et les sujets variés.

Il évoque la perspective d'une réunion ouverte sur ce dossier et ce numéro, avec la présence de rédacteurs d'articles, afin d'échanger de façon large.

**L'idée est retenue. Solidaires organise cette rencontre et envoie les invitations.**

**Solidaires** insiste sur la notion de budget constant, la suppression de l'ASH qui serait intégré à l'APA, l'affirmation que les plus pauvres ne paieraient pas et que le tarif augmenterait pour les autres. Ce serait un recul pour ces autres, car l'APA était gratuite depuis 2002, sans récupération sur succession. Notre revendication sur le financement doit être précisée.

**Ensemble & Solidaires** remarque que les changements proposés par le rapport sont soumis à des décisions politiques, nous n'avons rien à en espérer.

**La CFTC** cite les modifications sur le GIR et les conséquences sur le coût de l'autonomie, alors que de l'argent est débloqué pour les besoins de l'armée, de l'Ukraine, ... Il faut aussi que de l'argent permette de répondre aux besoins des retraité·e·s. Une grosse partie des retraité·e·s n'a pas de gros revenus

**La FGR-FP** fait remarquer que le patrimoine des retraité·e·s est de plus en plus mis en avant, alors qu'il résulte d'une épargne sur les salaires tout au long d'une vie. Le gouvernement présente les retraité·e·s comme des riches, afin de récupérer le patrimoine, l'argent des retraité·e·s.

**Prochaine réunion : mercredi 18 octobre à 14 h dans les locaux de FO.**